

BRUXELLES, 16 avril 2018

À: Emmanuel Macron  
Président de la République française

**RE : Responsabilité de la France pour promouvoir une transition européenne vers un environnement non-toxique**

Monsieur le Président,

Le 17 avril, vous prendrez la parole devant le Parlement européen, et à travers lui vous vous adresserez à l'ensemble de celles et ceux qu'il représente. C'est une occasion unique que vous aurez de présenter votre vision pour le futur de l'Europe à l'ensemble des personnes qui la vivent au quotidien et de répondre aux fortes attentes en faveur de davantage de protection de la santé et de l'environnement qui sont au cœur de leurs préoccupations.

L'Alliance européenne pour la santé et l'environnement (Health and Environment Alliance, HEAL<sup>1</sup>) rassemble plus de 70 organisations membres à travers toute l'Europe – professionnels/elles de santé, centres de recherches, caisses d'assurance maladie à but non lucratif, ligues de cancer, associations environnementales... - œuvrant de concert à la promotion d'une action européenne ambitieuse au service de la santé environnementale notamment la minimisation de l'exposition aux substances chimiques toxiques. Nos membres français comptent notamment le RES France, Générations Futures, France Nature Environnement, Générations Cobayes, Phyto Victimes.

La France dispose d'un rôle majeur dans les processus de décision européens. Jusqu'à présent, sa contribution et ses positions ont été décisives dans plusieurs dossiers ; notamment les négociations sur les critères d'identification des perturbateurs endocriniens biocides et pesticides (bien que nous regrettons le compromis final accepté par la France), les processus d'identification et de réglementation des perturbateurs endocriniens dans le cadre de la réglementation REACH, ou encore le processus européen d'approbation des pesticides. Nous saluons d'ailleurs votre engagement en faveur d'une réduction rapide de l'usage des pesticides et d'une sortie totale du glyphosate d'ici trois ans et nous attendons avec grand intérêt la publication de votre plan national pesticides, qui a le potentiel d'inspirer un changement d'orientation au niveau européen vers une agriculture respectueuse des écosystèmes et des personnes.

Ces engagements, pour certains pris durant votre campagne présidentielle<sup>2</sup>, sont plus importants que jamais dans le contexte actuel. A plusieurs égards, l'année 2018 est charnière pour le futur des politiques européennes d'évaluation et de gestion des risques liés à l'exposition aux substances chimiques présentes dans notre environnement.

En effet, fin 2018 est la date butoir pour l'engagement européen à délivrer une stratégie européenne pour un environnement non toxique dans le cadre du 7<sup>e</sup> programme d'action environnemental<sup>3</sup>. La Commission européenne s'est par ailleurs engagée à publier une nouvelle stratégie d'action sur les perturbateurs endocriniens<sup>4</sup> afin de compléter l'insuffisante législation européenne sur la question. Malheureusement, à ce jour, nous n'avons aucune indication que les engagements européens mentionnés ci-dessus soient en passe d'être atteints.

Pourtant, les attentes de la population en terme de réduction de l'exposition quotidienne au cocktail de substances chimiques présentes dans notre environnement - à travers les aliments ou les produits de consommation tels que les produits d'hygiène, les vêtements, les meubles...- et de meilleure information sont fortes. Les importants débats public

---

<sup>1</sup> <http://www.env-health.org/>

<sup>2</sup> Sous l'objectif 4 «Protéger la santé et l'environnement des Français » ; <https://en-marche.fr/emmanuel-macron/le-programme/environnement-et-transition-ecologique>

<sup>3</sup> [http://ec.europa.eu/environment/chemicals/non-toxic/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/environment/chemicals/non-toxic/index_en.htm)

<sup>4</sup> [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-17-1906\\_en.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-1906_en.htm)

et politique autour de la ré-autorisation du glyphosate ou de l'accord sur les critères d'identification des perturbateurs endocriniens pesticides et biocides ne font qu'illustrer l'urgente nécessité de réformer le système d'évaluation et d'autorisation des substances chimiques dans son entier.

Par ailleurs, la présidence autrichienne du Conseil de l'Union européenne qui commencera en juillet 2018 a déjà annoncé l'importance des dossiers relatifs aux produits chimiques. A moins d'un an du renouvellement des institutions européennes, celle-ci pourrait constituer un levier d'action pertinent, notamment pour poursuivre la discussion amorcée par les délégations française, italienne et luxembourgeoise en vue de l'amélioration du processus européen d'évaluation des substances chimiques<sup>5</sup>. La récente publication du rapport d'évaluation de la législation REACH<sup>6</sup> et l'évaluation en cours des autres règlements européens en lien avec les produits chimiques<sup>7</sup> constituent d'autres bases adéquates pour nourrir l'élaboration de la très attendue stratégie européenne pour un environnement non-toxique.

Forte de son rôle de pionnier européen en matière de santé environnementale et de la qualité de son expertise, la France, et vous-mêmes en tant que Président, avez une responsabilité particulière. D'une part, les citoyens français et européens attendent de vraies améliorations de la mise en application de vos engagements présidentiels. De l'autre, les initiatives exemplaires françaises comme l'élaboration d'une nouvelle stratégie nationale pour les perturbateurs endocriniens peuvent inspirer le reste de l'Europe et guider le développement d'une action communautaire ambitieuse du point de vue de la protection de la santé et de l'environnement ainsi que de l'innovation industrielle à travers un cycle de substitution vertueuse.

A l'heure où l'essence même du projet européen est mise au défi, les avancées concrètes pour la protection de la santé des 500 millions d'Européennes et de l'environnement constituent une réelle opportunité de montrer sa valeur ajoutée aujourd'hui et dans le futur. C'est pourquoi, nous comptons sur vous pour engager vos partenaires à travers les 28 Etats Membres sur ces questions d'ici les prochaines élections européennes de mai 2019, notamment en faisant de l'élaboration d'un plan d'action efficace, coordonné et ambitieux pour un environnement non toxique une priorité.

Nous vous remercions pour l'attention portée à notre requête et vous prions de croire en l'expression de nos salutations distinguées.



Génon K. Jensen  
Directrice executive  
Health and Environment Alliance (HEAL)

*L'alliance pour la santé et l'environnement (Health and Environment Alliance, HEAL) est une organisation sans but lucratif, leader au niveau européen en promotion de la santé par une politique publique de protection de l'environnement. Grâce au soutien de plus de 75 organisations membres, HEAL porte la voix de l'expertise indépendante en matière de santé publique au sein des processus décisionnels européens. Notre large alliance représente des professionnels/elles de santé, caisses d'assurance maladie à but non lucratif, médecins, infirmiers/ères, ligues de cancer, groupes de femmes, organisations environnementales et de jeunesse, scientifiques et instituts de recherche en santé publique.*

<sup>5</sup> <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-12893-2017-INIT/en/pdf>

<sup>6</sup> [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-18-1362\\_en.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-18-1362_en.htm)

<sup>7</sup> [http://ec.europa.eu/smart-regulation/roadmaps/docs/2015\\_grow\\_050\\_refit\\_chemicals\\_outside\\_reach\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/smart-regulation/roadmaps/docs/2015_grow_050_refit_chemicals_outside_reach_en.pdf)